



## PRÉFÈTE DE LA LOZÈRE

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT,  
Région OCCITANIE

### **ARRÊTÉ n° PREF-BCPPAT-2018-115-0003**

mettant en demeure la société EDF EN France  
pour des travaux préliminaires à la construction d'un parc éolien dit des « Taillades » situé à  
Chasseradès et La Bastide Puylaurent,  
au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement

**LA PRÉFÈTE DE LA LOZERE**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement et ses textes d'application, et en particulier son article L171-8 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-079-0011 du 20 mars 2015 autorisant la société EDF EN France à exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de Chasseradès et La Bastide Puylaurent et notamment son article 8.1 ;

**Vu** le plan d'avancement des travaux au 5 avril 2018 fourni par l'exploitant à l'inspection de l'environnement par courriel du 5 avril 2018 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 9 avril 2018 ;

**Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure porté le 10 avril 2018 à la connaissance de l'exploitant ;

**Considérant** qu'EDF EN France effectue les travaux préparatoires à l'implantation des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de Chasseradès et La Bastide Puylaurent réglementées par l'arrêté préfectoral n° 2015-079-0011 du 20 mars 2015 susvisé ;

**Considérant** que ces travaux préparatoires à l'implantation des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de Chasseradès et La Bastide Puylaurent doivent satisfaire les dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-079-0011 du 20 mars 2015 susvisé ;

**Considérant** que l'article 8.1 susvisé prévoit que « afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune, les travaux d'ouverture des milieux, incluant défrichement et terrassement des pistes et plate-formes ne sont pas réalisées entre le 15 mars et le 31 juillet » ;

**Considérant** qu'au 5 avril 2018 selon le plan susvisé fourni par EDF EN France il subsiste plusieurs centaines de mètres sur lesquelles des travaux de renforcement des accès sont en cours ou restent à réaliser ;

**Considérant** que ces travaux de renforcement des accès nécessitant le dépôt de granulats sur les pistes ouvertes doivent être considérés comme relevant du terrassement des pistes ;

**Considérant** dès lors que les dispositions précitées de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-079-0011 du 20 mars 2015 susvisé ne sont pas strictement respectées ;

**Considérant** que le plan susvisé fourni par EDF EN France fait apparaître une différence de tracé de la piste avec la carte figurant en page 23 de l'étude d'impact pour la partie rectiligne située entre Le Mourre des Estombes et les Taillades ;

**Considérant** que cette différence est à considérer comme un non-respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation qui imposent que « les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant » ;

**Considérant** dès lors que les dispositions précitées de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2015-079-0011 du 20 mars 2015 susvisé ne sont pas strictement respectées ;

L'exploitant entendu ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Lozère ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La société EDF EN France dont le siège social est situé Coeur Défense, Tour B-100, Esplanade du Général De Gaulle, 92932 PARIS LA DEFENSE CEDEX, ci-après désignée l'exploitant, est mise en demeure de respecter sous 10 jours les dispositions des articles 4 et 8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-079-0011 du 20 mars 2015 autorisant l'exploitation d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de Chasseradès et La Bastide Puylaurent.

### **Article 2 : Pénalités**

Passé les délais fixés à l'article 1<sup>er</sup>, les sanctions prévues par l'article L 171-8 (procédure de consignation de sommes, d'astreinte ou d'amende administratives ou suspension du fonctionnement de l'installation) du code de l'environnement pourront être appliquées.

### **Article 3 : Recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (TA de NIMES) conformément aux dispositions des articles L.514-6 et R.514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Article 4 : Diffusion**

Une copie du présent arrêté notifiée à l'exploitant, est adressée à Messieurs les maires de Chasseradès et La Bastide Puylaurent.

.../...

**Article 5 : Exécution**

-Monsieur le Secrétaire Général,  
-Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mende, le 25 Avril 2018

La préfète

  
Christine WILS-MOREL